

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 1413)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati, nella seduta del 5 dicembre 1973
(V. Stampato n. 982)*

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**
(MEDICI)

di concerto col **Ministro della Difesa**
(TANASSI)

e col **Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato**
(FERRI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 6 dicembre 1973*

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra gli Stati partecipanti al Trattato del Nord Atlantico sulla reciproca salvaguardia del segreto delle invenzioni che interessano la difesa e che sono state oggetto di domanda di brevetto, firmato a Parigi il 21 settembre 1960 e modifica dell'articolo 6 della legge 1° luglio 1959, n. 514, in materia di brevetti per invenzioni industriali

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo tra gli Stati partecipanti al Trattato del Nord Atlantico sulla

reciproca salvaguardia del segreto delle invenzioni che interessano la difesa e che sono state oggetto di domanda di brevetto, firmato a Parigi il 21 settembre 1960.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al disposto dell'articolo VI dell'Accordo stesso.

Art. 3.

L'articolo 6 della legge 1° luglio 1959, n. 514, contenente modifiche al regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, è sostituito dal seguente:

« Dopo l'articolo 40 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, contenente il testo delle disposizioni legislative in materia di brevetti per invenzioni industriali, è aggiunto il seguente articolo 40-bis:

” A richiesta di Stati esteri che accordino il trattamento di reciprocità, il Ministero della difesa può chiedere, per un tempo anche superiore a tre anni, il differimento della concessione del brevetto e di ogni pubblicazione relativa all'invenzione per domande di brevetto già depositate all'estero e ivi soggette a vincoli di segreto.

Le indennità eventuali sono a carico dello Stato estero richiedente ” ».

ALLEGATO

ACCORD**POUR LA SAUVEGARDE MUTUELLE DU SECRET DES INVENTIONS
INTERESSANT LA DEFENSE ET AYANT FAIT L'OBJET DE DEMANDES
DE BREVET**

Les Gouvernements de la Belgique, du Canada, du Danemark, de la France, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, du Portugal, de la Turquie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique,

Parties au Traité de l'Atlantique Nord, conclu à Washington le 4 avril 1949;

Désireux d'encourager la collaboration économique entre chacun d'entre eux ou entre tous, ainsi qu'ils sont convenus par l'article 2 du Traité;

Conscients de l'engagement réciproque qu'ils ont souscrit aux termes de l'article 3 du Traité, de maintenir et d'accroître leur capacité individuelle de résistance à une attaque armée par le développement de leurs propres moyens et en se prêtant mutuellement assistance;

Considérant que la mise au secret d'une invention intéressant la défense dans l'un de leurs pays et faisant l'objet d'une demande de brevet ou d'un brevet, entraîne généralement l'interdiction de déposer une demande de brevet pour la même invention dans les autres pays, y compris ceux de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord;

Considérant que la limitation territoriale du champ de protection des inventions qui résulte de cette interdiction peut nuire aux demandeurs de brevets et, par suite, à la collaboration économique entre les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord;

Considérant que l'assistance mutuelle rend souhaitable la communication réciproque des inventions intéressant la défense et que cette communication dans certains cas peut être entravée par une telle interdiction;

Considérant que, si le Gouvernement dont émane l'interdiction est disposé à autoriser le dépôt d'une demande de brevet dans un ou plusieurs autres pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, pour autant que les Gouvernements de ces pays mettent également l'invention au secret, ces Gouvernements ne sauraient refuser la mise au secret;

Considérant que la protection et la garantie réciproques des renseignements classés secrets échangés entre eux ont été prévues entre les Gouvernements des Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Les Gouvernements Parties au présent Accord assurent et font assurer la sauvegarde du secret des inventions ayant fait l'objet de demandes de brevet reçues selon les procédures convenues toutes les fois que le secret a été imposé sur ces inventions dans l'intérêt de la défense nationale par le Gouvernement, dénommé ci-après « Gouvernement d'origine », qui a été le premier à recevoir une demande de brevet couvrant lesdites inventions.

Toutefois, la présente disposition ne porte pas atteinte au droit du Gouvernement d'origine d'interdire le dépôt d'une demande de brevet couvrant

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

cette invention auprès d'un ou plusieurs autres Gouvernements Parties au présent Accord.

Les Gouvernements Parties au présent Accord conviennent de mettre au point les procédures nécessaires à la mise en oeuvre du présent article.

ARTICLE II.

Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables sur requête, soit du Gouvernement d'origine, soit du demandeur du brevet, pour autant que ce dernier apporte la preuve de la mise au secret par le Gouvernement d'origine et de l'autorisation qu'il a reçue de ce même Gouvernement de déposer sous le sceau du secret sa demande de brevet dans le pays considéré.

ARTICLE III.

Le Gouvernement appelé à sauvegarder le secret d'une invention conformément aux dispositions de l'article 1^{er} a le droit d'exiger du déposant de la demande de brevet une renonciation à toute action en indemnité à son encontre, fondée sur le seul fait de la mise au secret de l'invention, à titre de condition préalable à l'application de ladite sauvegarde.

ARTICLE IV.

Les mesures de secret imposées au titre de l'article 1^{er} ne sont levées qu'à la demande du Gouvernement d'origine. Ce Gouvernement fait part de son intention de lever ses propres mesures six semaines à l'avance aux autres Gouvernements intéressés.

Le Gouvernement d'origine tiendra compte, dans la mesure du possible et eu égard à la sécurité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord des représentations faites par les autres Gouvernements pendant ladite période de six semaines.

ARTICLE V.

Le présent Accord ne saurait être interprété comme interdisant aux Gouvernements contractants de conclure des accords bilatéraux dans le même sens. Il n'affecte pas les accords bilatéraux existants.

ARTICLE VI.

Les instruments de ratification ou d'approbation du présent Accord seront déposés aussitôt que possible auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui notifiera la date de ces dépôts à chaque Gouvernement signataire.

Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après le dépôt par deux Etats signataires de leurs instruments de ratification ou d'approbation. Il entrera en vigueur pour chacun des autres Etats signataires 30 jours après le dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation.

ARTICLE VII.

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Partie contractante au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui informera toutes les autres Parties

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

contractantes de cette notification. La dénonciation prendra effet un an après réception de sa notification par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Toutefois, elle n'affectera pas les obligations contractées et les droits ou facultés acquis antérieurement par les Parties contractantes en vertu des dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les Représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le 21 septembre 1960 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats Unis d'Amérique et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres Gouvernements signataires.

Pour le Royaume de Belgique:

ANDRÉ DE STAERCKE

Pour le Canada:

JULES LÉGER

Pour le Royaume de Danemark:

M. A. WASSARD

Pour la France:

PIERRE DE LEUSSE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

WALTHER

Pour le Royaume de Grèce:

M. C. MÉLAS

Pour l'Italie:

A. ALESSANDRINI

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

PAUL REUTER

Pour le Royaume des Pays-Bas:

J. A. DE RANITZ (pour le Royaume tout entier)

Pour le Royaume de Norvège:

JENS BOYESEN

Pour le Portugal:

A. DE FARIA

Pour la Turquie:

M. NURI BIRGI

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

FRANK K. ROBERTS

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

JOSEPH J. WOLF

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Accordo fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

ACCORDO**SULLA RECIPROCA SALVAGUARDIA DEL SEGRETO DELLE INVENZIONI CHE INTERESSANO LA DIFESA E CHE SONO STATE OGGETTO DI DOMANDA DI BREVETTO**

I Governi del Belgio, del Canada, della Danimarca, della Francia, della Repubblica Federale di Germania, della Grecia, dell'Italia, del Lussemburgo, dei Paesi Bassi, della Norvegia, del Portogallo, della Turchia, del Regno Unito e degli Stati Uniti d'America,

Parti del Trattato del Nord Atlantico, concluso a Washington il 4 aprile 1949;

Desiderosi di incoraggiare la collaborazione economica fra ciascuno di loro e nell'insieme, come hanno convenuto con l'articolo 2 del Trattato;

Consci dell'impegno reciproco da loro sottoscritto ai sensi dell'articolo 3 del Trattato di mantenere ed accrescere la loro capacità individuale di resistenza ad un attacco armato con l'accrescimento dei propri mezzi e col prestarsi mutualmente assistenza;

Considerando che la imposizione del segreto su di una invenzione che interessa la difesa in uno dei loro Paesi e facente oggetto di una richiesta di brevetto o di un brevetto, comporta solitamente il divieto di deporre una domanda di brevetto per la stessa invenzione negli altri paesi, compresi quelli facenti parte della Organizzazione del Trattato del Nord Atlantico;

Considerando che la limitazione territoriale del campo di protezione delle invenzioni che risulta da tale divieto può nuocere ai richiedenti di brevetti e, in conseguenza, alla collaborazione economica fra i paesi della Organizzazione del Trattato del Nord Atlantico;

Considerando che la reciproca assistenza rende auspicabile la comunicazione reciproca delle invenzioni, che interessano la difesa e che tale comunicazione può in taluni casi essere intralciata da tale divieto;

Considerando che, se il Governo che ha posto il divieto è disposto ad autorizzare il deposito di una domanda di brevetto in uno o più paesi dell'Organizzazione del Trattato del Nord Atlantico, nella misura in cui i Governi di tali Paesi pongano ugualmente sotto segreto l'invenzione, tali Governi non potrebbero rifiutarla;

Considerando che la protezione e la garanzia reciproche delle informazioni, classificate segrete, scambiate tra loro sono state previste tra i Governi degli Stati facenti parte del Trattato del Nord Atlantico;

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

I Governi, parti del presente Accordo, assicurano e provvedono a far assicurare la salvaguardia del segreto delle invenzioni che sono state oggetto di domande di brevetto ricevute secondo le procedure convenute tutte le volte che il segreto è stato imposto su tali invenzioni, nell'interesse della difesa nazionale, dal Governo, qui appresso indicato come « Governo d'ori-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

gine », che sia stato il primo a ricevere una richiesta di brevetto che copra le dette invenzioni.

Tuttavia, la presente disposizione non pregiudica il diritto del Governo d'origine, di vietare il deposito di una domanda di brevetto che copra tale invenzione presso uno o più Governi parti del presente Accordo.

I Governi parti del presente Accordo convengono di mettere a punto le procedure necessarie all'applicazione del presente articolo.

ARTICOLO 2.

Le disposizioni dell'articolo 1 sono applicabili a richiesta, sia del Governo d'origine, che del richiedente del brevetto, purché quest'ultimo porti la prova della imposizione del segreto da parte del Governo d'origine, nonché dell'autorizzazione che ha ricevuto da quello stesso Governo a deporre sotto il vincolo di segretezza la sua domanda di brevetto nel Paese considerato.

ARTICOLO 3.

Il Governo richiesto di salvaguardare la segretezza di una invenzione, in conformità delle disposizioni dell'articolo 1, ha il diritto di esigere da parte del depositante la domanda di brevetto la rinuncia ad ogni richiesta di indennizzo nei suoi confronti, basata sul solo fatto della imposizione del segreto sull'invenzione, quale condizione preliminare per l'applicazione della summenzionata salvaguardia.

ARTICOLO 4.

Le misure di segretezza imposte ai sensi dell'articolo 1 sono tolte unicamente a richiesta del Governo d'origine. Tale Governo comunica agli altri Governi interessati con preavviso di sei settimane l'intenzione di togliere tali misure.

Il Governo d'origine terrà conto, nella misura del possibile e tenendo in considerazione la sicurezza dell'Organizzazione del Trattato del Nord Atlantico, delle osservazioni fatte dagli altri Governi durante il summenzionato periodo di sei settimane.

ARTICOLO 5.

Il presente Accordo non potrà essere interpretato nel senso di vietare ai Governi contraenti di concludere accordi bilaterali nello stesso senso. Esso non pregiudica in alcun modo gli Accordi bilaterali esistenti.

ARTICOLO 6.

Gli strumenti di ratifica o di approvazione del presente Accordo saranno depositati al più presto possibile presso il Governo degli Stati Uniti d'America che notificherà la data di tali depositi ad ogni Governo firmatario.

Il presente Accordo entrerà in vigore trenta giorni dopo il deposito, da parte di due Stati firmatari, dei loro strumenti di ratifica o di approvazione. Esso entrerà in vigore per ciascuno degli altri Stati firmatari trenta giorni dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di approvazione.

ARTICOLO 7.

Il presente Accordo potrà essere denunciato da ciascuna parte contraente per mezzo di notifica scritta della denuncia indirizzata al Governo degli Stati Uniti d'America che informerà di tale notifica tutte le altre

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Parti contraenti. La denuncia avrà efficacia un anno dopo il ricevimento della sua notifica da parte del Governo degli Stati Uniti d'America. Tuttavia, essa non pregiudicherà gli obblighi contratti nonché i diritti o le facoltà frattanto acquisiti dalle Parti contraenti in base alle disposizioni del presente Accordo.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Parigi, il 21 settembre 1960 in francese ed inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che rimarrà depositato negli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America e la cui copia certificata conforme verrà trasmessa da tale Governo a ciascuno degli altri Governi firmatari.

Per il Regno del Belgio:

ANDRÉ DE STAERCKE

Per il Canada:

JULES LÉGER

Per il Regno di Danimarca:

M. A. WASSARD

Per la Francia:

PIERRE DE LEUSSE

Per la Repubblica Federale di Germania:

WALTHER

Per il Regno di Grecia:

M. C. MÉLAS

Per l'Italia:

A. ALESSANDRINI

Per il Granducato del Lussemburgo:

PAUL REUTER

Per il Regno dei Paesi Bassi:

J. A. DE RANITZ (per l'insieme del Regno)

Per il Regno di Norvegia:

JENS BOYESEN

Per il Portogallo:

A. DE FARIA

Per la Turchia:

M. NURI BIRGI

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord:

FRANK K. ROBERTS

Per gli Stati Uniti d'America:

JOSEPH J. WOLF